

LES EVOLUTIONS CONTEMPORAINES DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES : FOSSILISATION ET FERTILISATION

Laurent LARDEUX

Introduction

Souvent mobilisé, mais plus rarement défini, le terme d'engagement, plus encore lorsque l'on parle des nouvelles générations, est paradoxalement utilisé pour parler de son contraire ou pour évoquer une situation disparue. Un âge d'or idéologique et contestataire aurait ainsi été bousculé par une jeunesse dont on ne cesse de vanter la capacité d'innovation en même temps que l'on incrimine son individualisme impénitent ou son désintérêt pour des causes collectives. Une jeunesse dépeinte comme désengagée depuis plusieurs décennies dans les discours des politiques comme dans certains écrits médiatiques est à nouveau au cœur de l'actualité depuis les attentats de janvier 2015. La supposée perte des « valeurs citoyennes » de « ceux qui ne sont pas Charlie » en plus d'un contexte électoral morose marqué par des taux d'abstention plus important que dans le reste de la population suffisent parfois à jeter l'anathème sur l'ensemble des jeunes générations.

Devant le foisonnement sémantique de la notion d'engagement, ce texte se donne dans un premier temps pour objectif de revenir sur les différentes évolutions scientifiques de ce champ d'étude et de sa diffusion dans l'espace public. Car si les évolutions du monde contemporain modifient la façon dont le chercheur appréhende la société, la recherche scientifique peut elle aussi avoir une réelle portée performative en ce qu'elle induit une vision du monde qui influence les différents discours portés sur la jeunesse et ce faisant, transforme les pratiques et comportements de cette dernière. Plus précisément, l'importation en France au début des années 1970 de la théorie des « nouveaux mouvements sociaux » venue des États-Unis a subitement généré une référence au « nouveau » qui a fortement segmenté les discours et continue encore aujourd'hui de dichotomiser les regards portés sur l'engagement des jeunes. Face à cette lecture clivée entre

« anciens » et « nouveaux » engagés, entre logique partisane et logique hors parti, entre engagement dans des cadres formels et participation hors des circuits politiques traditionnels, la deuxième partie visera à apporter quelques éléments de cadrage et une lecture plus interstitielle des formes d'engagement contemporaines des jeunes générations.

1. Engagement idéologique versus engagement pragmatique

La notion d'engagement est saturée de sens et de contre-sens, à tel point qu'il est devenu difficile de distinguer ce qui relève d'une simple mobilisation ponctuelle survenant en réaction à un événement de ce qui est lié à une participation sur une plus longue période pour une cause particulière. Dans le Grand Robert de la langue française, l'engagement y est en effet défini de manière très générale par « l'action de mettre quelque chose en gage » et comme « l'action de lier quelqu'un, de se lier par une promesse ou une convention ». Comme le souligne à ce sujet Luneau (2013), la langue anglaise apparaît plus précise et distingue ce qui relève d'un libre choix de ce qui peut être décidé de l'extérieur de manière plus ou moins contrainte. Plus précisément, si le terme anglais *engagement* exprime en effet l'idée d'une obligation imposée de l'extérieur, la notion *involvement* que l'on retrouve plus fréquemment dans la traduction anglaise fait en réalité plus directement référence à la participation et renvoie à un acte délibéré. La notion intermédiaire de *commitment* sous-entend davantage l'expression d'une promesse qui, à la différence du terme engagement, ne semble pas attaché à une force extérieure, mais se définit bien plus, comme le souligne Howard Becker (1960), comme une « ligne d'action cohérente » qui se fonde sur un ensemble d'intérêts, de valeurs ou de normes auxquels doit se soumettre celui qui s'engage.

1.1. Évolutions socio-historiques de l'engagement des jeunes

Les sciences humaines ont longtemps entretenu une opposition tacite entre le « vieux » militantisme ouvrier d'un côté et les supposés « nouveaux engagés » de l'autre. Le premier correspondrait au

militantisme lié au travail et à la défense du niveau de vie, sous ses formes coopératives, syndicales, ou partisans et dont les clés de lecture se révèlent très proches des théories marxistes ou structuralistes. Le second ferait plus directement référence au militantisme « moral » (Reynaud, 1980) qui caractérise les mouvements de défense des « sans », les engagements humanitaires, féministes, de protection de l'environnement. Au contraire de leurs aînés, aux pratiques contestataires régulièrement jugées comme sclérosées et pêchant par la gêne qu'elles occasionneraient aux « usagers » les jours de grève, les « nouveaux militants » parviendraient à peser dans les rapports de force par les usages judicieux des médias et par leur capacité à fournir à l'opinion publique des motifs clairs et facilement lisibles. Au temps des structures rigides, fortement hiérarchisées, aurait ainsi succédé celui des collectifs souples, des « réseaux », marqués par l'égalité des statuts et le libre choix des modalités d'engagement.

Mai 1968 a incontestablement joué un rôle essentiel dans ces changements de paradigme scindant l'engagement des jeunes en trois temps. Celui d'un *avant* marqué par le militantisme partisan essentiellement étudiant centré davantage sur des questions sociétales à travers l'action syndicale, plus particulièrement celle de l'Union Nationale des Étudiants de France - UNEF (Morder, 2004). Celui d'un *pendant* avec l'apparition d'une révolte de la jeunesse qui peut être interprétée comme la crise de transmission d'un univers culturel commun dans un contexte marqué par un processus de fragilisation des modèles culturels, une dévaluation des traditions et une crise de légitimité des injonctions institutionnelles. Celui d'un *après* avec une irrésistible ascension du chômage où l'engagement est moins une lutte pour conquérir de nouvelles libertés qu'une manière de dénoncer les impacts de la crise économique sur les nouvelles générations. La « jeunesse de la crise » remplace alors progressivement les « crises de la jeunesse ». Essentiellement perçue dans les années 1960-70 comme une catégorie contestataire des valeurs morales de la société, elle est progressivement envisagée depuis la fin des années 1970 à partir de sa position sur le marché de l'emploi, et dans une dimension qui privilégie davantage les valeurs individualistes que collectives.

Cette lecture schématique doit bien sûr être nuancée. S'il est certain que l'on observe au cours des années 1970-80 un déclin de la participation des jeunes aux instances syndicales et politiques et un

effritement idéologique dont la scission de l'UNEF¹ en est le symbole le plus fort, les mobilisations des jeunes n'ont pas pour autant perdu leur pouvoir revendicatif. Cette jeunesse, sans porter le drapeau de la révolte, sait encore se faire entendre sur le terrain des luttes sociales. Contrairement aux idées reçues, elle ni dépolitisée, ni démobilisée, mais plus réaliste et concentrée sur des problèmes nouveaux sur lesquels elle pense pouvoir agir (Becquet, 2014 ; Becquet & de Linarès, 2005).

1.2. Évolution scientifique et diffusion dans l'espace public

Cette opposition que l'on observe couramment entre dimension idéologique dans des cadres partisans et syndicaux d'une part, et dimension pragmatique dans des mouvements hors-parti et alternatifs d'autre part a aussi été accentuée par l'évolution des questionnements scientifiques émergents aux États-Unis dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux. L'éclosion de ce champ d'étude sur des nouveaux terrains d'engagement a rapidement exclu de l'analyse scientifique toute référence au mouvement ouvrier et à sa dimension partisane et syndicale. La très large diffusion de ce champ et le ralliement des sociologues européens au courant américain au cours des années 1970-80 ont de ce fait largement contribué à diffuser ce postulat et à creuser ces oppositions (Sawicki & Siméant, 2006). Difficile de ce point de vue d'affirmer que le déclin de l'engagement syndical, partisan, idéologique soit aussi accompli que certains écrits le laissent parfois supposer dans la mesure où le changement de paradigme scientifique a aussi fait son œuvre dans le clivage observé. La plupart des travaux des vingt dernières années qui ont été amenés à traiter de l'engagement dans les mouvements sociaux se sont en effet focalisés sur des causes récentes, portées le plus souvent par des

¹ L'UNEF va rapidement devenir à la suite des événements de 1968 le lieu d'affrontement de différents courants de gauche et d'extrême gauche. Trois tendances vont progressivement se structurer au sein du syndicat étudiant : le bureau national avec des membres du PSU et les deux minorités, l'une « Renouveau » dirigée par des communistes, l'autre « Unité syndicale », par des trotskistes lambertistes. Avec le départ du PSU, les deux nouvelles tendances vont s'affronter la direction et accélérer la scission de l'UNEF.

structures nouvelles, alors que dans le même temps les organisations syndicales ou partisans ont essentiellement été étudiées sous l'angle de l'érosion ou de la disparition² (Croisat & Labbé, 1992). A contrario, une démultiplication de travaux est apparue sur les formes d'engagement hors des circuits de la politique formelle, dans des cadres le plus souvent associatifs à dimension altruiste pour la cause des sans-papiers (Siméant, 1994), des sans-logis (Péchu, 2004), des sans-emploi (Maurer, 2001), dans le cadre des mobilisations altermondialistes (Agrikoliansky, Fillieule & Mayer, 2005) ou plus récemment dans celui des « zadistes³ ». Comme le souligne Mathieu (2008), cette évolution dans les modalités et les différents degrés d'implication des militants est à rapprocher de la thèse développée par Boltanski et Chiapello (1999) selon laquelle la contestation d'un capitalisme organisé en réseau et prenant appui sur de nouvelles techniques horizontales de management exige une critique plus adaptée du « nouvel esprit du capitalisme ». Celle-ci passe par une organisation en réseau de la contestation plus souple et flexible dépourvue de centre directeur et de bureaucratie.

Cette thèse des mutations de l'engagement et du passage historique de l'« idéologique » au « pragmatique » a été tout particulièrement traitée dans les travaux du sociologue Jacques Ion (1997) qui oppose un militantisme « total » du passé un militantisme « distancié » du temps présent. Alors que le premier serait marqué par une implication intense et un attachement identitaire fort à l'organisation syndicale ou partisane, le second se caractérise davantage par un engagement volatil, « à la carte », aux degrés de participation fortement fluctuants qui varient selon la cause à défendre. Le *timbre* de la carte du militant « total », qui suppose un attachement fort au groupe, est progressivement remplacé par le « *post-it* », adhésion facilement détachable qui n'implique pas un lien durable et solide pour la cause à défendre. Cette idée d'une mutation en profondeur du militantisme contemporain, en même temps qu'elle offre une clé de lecture

² À l'exception toutefois de certains travaux plus récents, dont ceux de Lucie Bargel (2009) sur les organisations de jeunesse des partis politiques.

³ Nom donné aux militants engagés dans une « Zone à défendre », c'est-à-dire l'espace ayant une dimension environnementale qui se trouve occupé par des opposants à un projet d'aménagement, comme par exemple à Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'aéroport ou à Sivens contre le projet de barrage.

stimulante des transformations à l'œuvre, mérite toutefois d'être nuancée et mise en perspective avec d'autres travaux menés sur la question. Les recherches notamment d'Axelle Brodriez-Dolino (2006) sur les militants du Secours populaire dans les années 1950 montrent bien les difficultés rencontrées à cette époque par l'association pour conserver dans la longue durée ses adhérents, lesquels se révélaient déjà très « volatils », revendiquant leur autonomie et leur liberté de s'engager au gré des circonstances du moment. Au même titre que le « *post-it* » pouvait exister dans les années 1950, le militantisme « total » peut aussi se rencontrer dans certains engagements contemporains, comme le révèlent les travaux d'Annie Collovald et de Lilian Mathieu (2009) sur le mouvement des intermittents du spectacle dans lequel les auteurs retrouvent des formes d'engagement « total » très proches de ce qui a pu être décrit plusieurs décennies plus tôt. Plus qu'un passage historique du « total » au « distancié », c'est donc davantage de coexistence de ces deux formes, ou de passage alternatif de l'un à l'autre dans le cours d'une même carrière militante qu'il semble plus juste pour ces auteurs de rendre compte.

Indéniablement, le modèle du « *post-it* » a inspiré de nombreux travaux et accentué le processus de « fossilisation » des militants d'hier et de « fertilisation » des nouveaux engagés d'aujourd'hui, lesquels seraient libérés des entraves institutionnelles et émancipées de toute socialisation. Les premiers sont le plus souvent étudiés à partir du microscope pour en dégager le socle théorique et idéologique qui les oriente ; les seconds à partir du microscope pour mieux signifier le rôle des interactions dans la formation des carrières militantes (Sawicki, 2000). Le registre de la « nouveauté » est alors régulièrement emprunté pour rendre compte non pas seulement des causes contemporaines et des actions engagées, mais aussi des valeurs personnelles et collectives qui les accompagnent, lesquelles se distingueraient de celles du passé par l'attention davantage portée par les militants aux ressources individuelles et personnelles que certains engagements pourraient procurer. Or, le caractère sélectif du choix des terrains de recherche n'est pas anodin dans ce glissement de l'action militante aux engagés eux-mêmes. Comme le signale Siméant et Sazwicki (2006, p.112), « le fait de privilégier l'étude des formes de militantisme empiriquement nouvelles, au moins par la thématique qu'elles adoptent, n'est pas sans contribuer à ce biais consistant à confondre nouveauté thématique et nouveauté des militants ». Le

regard nostalgique des années 1968 porté par certains chercheurs ou analystes contribuent d'une certaine manière à alimenter la croyance de la disparition de ces engagements partisans ou syndicaux ou, dans une moindre mesure, à délégitimer ces derniers. Pour Annie Collovald (2008), cette opposition ne porterait finalement pas tant sur un « ancien » et un « nouveau » type d'engagement qu'entre un militantisme « total » supposé spécifique aux classes populaires et inscrit dans l'ancienne nébuleuse communiste, et un militantisme « distancié » réservé aux classes moyennes cultivées. Cette opposition contribuerait aussi à la disqualification et à l'invisibilisation politique du monde ouvrier et plus largement, des classes populaires. Car en soulignant le passage historique d'un engagement matérialiste vers un autre post-matérialiste, c'est-à-dire du glissement des revendications d'ordre économique du mouvement ouvrier vers des « nouveaux mouvements sociaux » davantage inscrits sur des questions liées à la qualité de vie, aux identités, homosexuelle, régionale, etc., l'approche tend à renvoyer du côté du dépassé et du révolu ce qui relève des luttes sociales ou des luttes du monde du travail et qui pourtant semble faire un retour en force avec la précarisation accrue de la société française depuis les années 1990.

2. Les formes contemporaines de l'engagement des jeunes

L'engagement « distancié » dont font part les travaux de nombreux chercheurs depuis quelques années avec en filigrane l'idée d'une plus forte autonomie et indépendance dans le rapport qui se tisse entre le jeune engagé et l'organisation à laquelle il adhère ou participe, n'est pas non plus sans entretenir une certaine confusion entre *individualisation* des choix et *individualisme* des comportements, ou plus généralement entre réflexivité personnelle et recherche de bénéfices individuels. Plus précisément, la volonté de préserver son autonomie et son individualité dans les engagements initiés n'est pas incompatible avec la défense de causes collectives allant dans bien des cas au-delà des seules problématiques personnelles rencontrées par ces engagés (Becquet, 2014 ; Roudet, 2011). Ces ambiguïtés apparentes entre indépendance et individualisme impliquent de voir plus précisément comment l'engagement est perçu et vécu par la jeunesse elle-même et de rendre compte des différents rapports entretenus à la

fois avec les institutions démocratiques, les mouvements associatifs, mais aussi avec les groupements plus alternatifs.

2.1. Défiance à l'égard des politiques et confiance dans les institutions démocratiques

En 2014, les 18-24 ans se sont abstenus aux élections municipales dans une proportion nettement plus importante que les autres tranches d'âges. Le différentiel est de 30 points avec la classe d'âge la plus participationniste, celle des plus de 65 ans⁴. Dans les médias, une interrogation revient alors en boucle : dans quelle mesure la forte abstention des jeunes peut-elle avoir des conséquences sur la vie démocratique ? Peut-on réellement affirmer à la suite de cette forte désaffection que l'abstention corrobore la thèse d'une opinion négative des jeunes sur le système politique ? L'enquête sur les valeurs réalisée tous les 9 ans depuis 1981 et à laquelle participe l'INJEP au côté des chercheurs de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL)⁵ permet à ce sujet de tirer un certain nombre d'enseignements sur les évolutions du niveau de confiance attribué par les jeunes à trois types d'institution : institutions de la démocratie représentative (parlement, gouvernement, système judiciaire, administration), celles de l'État providence (santé, enseignement, sécurité sociale) et enfin les institutions privées (syndicats, presse, partis politiques) animant la vie politique et sociale, jouant un rôle de contre-pouvoir.

⁴ Sondage Ipsos / Stéria pour du 22 mars 2014 France Télévisions, Radio France, Le Monde, Le Point, LCP/Public Sénat

⁵ Sur le volet de l'étude qui concerne plus spécifiquement les jeunes, voir notamment l'ouvrage coordonné par Olivier Galland et Bernard Roudet (2012) qui analyse les principales évolutions constatées depuis la première vague de l'enquête, 30 ans plus tôt

Grande et certaine confiance dans les institutions	1981	1990	1999	2008	2008 30 ans et +
Le système de santé	-	-	76	81	80
Le système d'enseignement	51	65	70	73	76
Le système de sécurité sociale = <i>Institutions État providence</i>	-	61	62	70	75
Le système judiciaire	-	-	48	60	53
L'administration	41	41	39	52	61
Le Parlement	42	48	35	43	46
Le gouvernement = <i>Institutions démocratie représentative</i>	-	-	-	24	33
Les syndicats	42	33	35	49	39
La presse	31	42	38	35	38
Les partis politiques = <i>Institutions privées</i>	-	-	-	18	17

Tableau 1 : Évolutions de la confiance des jeunes dans les institutions démocratiques (en %)

Les résultats de l'enquête 2008 révèlent des évolutions qui peuvent surprendre si on les compare à ce qui est régulièrement véhiculé dans les médias : à l'exception de la presse, la confiance des jeunes âgés de 18 à 29 ans envers l'ensemble des institutions est en augmentation, tout particulièrement pour les institutions de la démocratie représentative (+ 12 points pour le système judiciaire, + 13 points pour l'administration, + 8 points pour le Parlement). Quant aux syndicats, ils recueillent une augmentation de 14 points parmi les jeunes, obtenant un taux de confiance supérieur de 10 points à celui exprimé par les 30 ans et plus. Malgré un taux de confiance très faible envers le gouvernement et les partis politiques⁶, les derniers résultats marquent donc un retour de balancier face aux baisses de confiance enregistrées entre 1981 ou 1990 et 1999 dans les institutions démocratiques. La critique envers le personnel politique n'empêche

⁶ Questions introduites seulement en 2008 qui ne permettent donc pas de connaître les évolutions.

donc pas une tendance à la revalorisation des institutions du système démocratique. Si le Parlement voit en effet remonter sa cote de confiance, le gouvernement, lieu d'exercice du pouvoir politique, est en revanche l'objet, comme les partis, d'une importante défiance.

2.2. Une évolution des engagements alternatifs et de l'appartenance associative

Du fait de la forte charge symbolique que représente le vote dans les démocraties représentatives, les résultats de la participation électorale sont souvent utilisés comme outil de mesure du niveau d'intérêt politique et d'engagement des jeunes. Par extension, les formes de participation conventionnelle en lien avec l'engagement dans un parti ou un syndicat sont survalorisées, au détriment de l'engagement associatif, voire alternatif. Par effet mécanique, lorsque le niveau d'abstention atteint des niveaux inégalés, il agit alors comme miroir grossissant et déformant d'un engagement qui serait en perte de vitesse, l'abstention ayant un caractère incantatoire et « désinformatif » : incantatoire, en ce que la simple énonciation de ce terme suffit à produire une litanie de représentations fantasmagoriques sur un supposé désengagement des jeunes. Désinformatif, dans la mesure où ces représentations sont en grande partie erronées. Pour le démontrer, un rapide regard vers le passé permet de mieux saisir les évolutions des comportements qui orientent les actions et les engagements des jeunes, mais aussi de nuancer un certain nombre d'idées reçues sur cette question. Sur cette question, l'enquête sur les valeurs est riche d'enseignement et permet à la fois d'obtenir des éléments d'information sur l'évolution de la participation des jeunes à des formes d'actions directes d'une part, et de connaître les évolutions sociodémographiques de l'appartenance associative et bénévole d'autre part.

Concernant le premier point, en même temps que se développe l'abstentionnisme intermittent, des formes d'engagement non conventionnelles tendent à croître en parallèle depuis les années 1990.

Formes d'action politique	1981	1990	1999	2008	2008 30 ans et +
Signer une pétition	47	46	62	64	64
Participer à une manifestation autorisée	34	30	41	48	40
Participer à un boycott	14	9	9	16	15
Participer à une grève sauvage	12	3	8	11	12
Occuper des bureaux ou des usines	7	2	3	5	10

Tableau 2 : Évolutions des actions politiques alternatives des jeunes français

Le nombre de jeunes de 18 à 29 ans déclarant avoir déjà participé à une manifestation a ainsi augmenté de 7 points entre 1999 et 2008, et se situe à un niveau qui reste nettement supérieur à celui observé pour les plus de 30 ans (48% contre 40%). Les autres formes d'action (participer à un boycott ou à une grève, occuper des bureaux ou des usines), si elles sont moins pratiquées par les jeunes, sont toutefois toutes en forte augmentation depuis 1981. En cela, la défiance que nous évoquions précédemment à l'égard de la politique formelle ne doit pas être associée à une forme d'ignorance ou à un quelconque désintérêt pour la chose publique, mais bien à une remise en cause de la représentation politique. Une absence d'investissement dans les lieux traditionnels de la politique, l'isoloir en tête, peut ainsi coexister avec un intérêt général pour des causes collectives via de cadres de mobilisation plus souples et davantage en lien avec des questions qui touchent directement le quotidien des jeunes.

Comme le soulignait à ce sujet Bernard Roudet (2010; 2011), aux modes de participation politique institutionnels sont ainsi préférées des formes d'actions plus concrètes, plus immédiates, pour des causes clairement identifiables. L'engagement associatif reste ainsi un mode d'action auquel les jeunes ont toujours été attachés puisque 37% des 18 à 29 ans étaient membres d'au moins une association en France en 2008, chiffres stables et très proches des 37% enregistrés en 1999 et des 36% en 1991, et presque équivalent aux taux d'adhésion observés pour les autres classes d'âges en France, mais légèrement inférieurs aux autres pays d'Europe de l'Ouest (les taux records d'appartenance

étant détenus par les pays du Nord et les Pays-Bas, respectivement 77% et 91%). Même si le taux d'adhésion à des associations caritatives, des associations locales, des groupes religieux ou des associations environnementales, restent loin derrière l'adhésion à des associations sportives (lesquelles concernent 19% des 18-29 ans) et des associations culturelles (7% des 18-29 ans), elles ont toutes vu leurs effectifs de jeunes augmenter sensiblement depuis 1999. D'après l'enquête sur les valeurs de 2008, le nombre de jeunes engagés dans des associations altruistes ou militantes aurait ainsi triplé entre 1999 et 2008, un jeune sur cinq étant désormais engagé dans ce type d'association (20%).

Appartenance et bénévolat associatifs par type de groupement des 18-29 ans, de 1990 à 2008, et des 30 ans et plus en 2008 (en %)

Groupements	1990		1999		2008		2008 (30 ans et +)	
	Adhérents	Bénévoles	Adhérents	Bénévoles	Adhérents	Bénévoles	Adhérents	Bénévoles
Caritatifs	3	2	3	2	4	3	7	4
Religieux	3	2	2	1	1	1	4	3
Culturels	10	4	7	5	7	4	8	4
Syndicaux	3	2	0	0	2	0	5	2
Politiques	0	1	1	0	3	1	3	1
Communaux	1	1	0	0	2	1	3	2
Pour le tiers-monde	2	1	0	0	2	1	2	1
Pour l'environnement	2	1	1	0	3	1	3	1
Professionnels	3	2	2	0	2	1	3	1
Pour la jeunesse	3	2	3	2	2	1	1	1
De sports et de loisirs	22	5	23	8	19	5	15	6
De femmes	1	0	0	0	1	0	1	0
Pacifistes	1	1	0	0	1	0	1	0
Pour la santé	2	2	2	1	2	1	2	1
Autres	4	2	5	3	3	4	6	5

Source : enquêtes Valeurs ARVAL - INJEP.

Note : les groupements sont présentés par ordre de citation dans le questionnaire des enquêtes Valeurs. Plusieurs réponses étaient possibles.

Mais entre des perceptions subjectives et des pratiques effectives, entre représentation et régime d'action, et plus généralement, entre adhésion passive et participation active, l'écart peut être conséquent. Plus précisément, lorsque l'on prend en compte non plus une simple adhésion à une association, mais le fait d'accomplir une activité bénévole, les jeunes de 18-29 ans ne sont plus que 19% à être concernés, un chiffre inférieur de 4% à l'ensemble de la population. Ce niveau de pratique bénévole relativement plus faible pour cette classe d'âge implique de mieux connaître les motifs qui poussent les jeunes à s'investir dans une association. Quels sont plus précisément les enjeux qui motivent leur engagement ? Quelles sont à leurs yeux les causes qui sont susceptibles de mériter le plus d'intérêt ? Les

résultats de l'étude Viavoice-Libération-Animafac⁸ réalisée en 2013 sur l'engagement des jeunes révèlent que la crise économique, loin de conduire au repli sur soi ou à des modes d'actions davantage individualisés, peut bien au contraire être source de mobilisation collective puisque les jeunes de 18-25 ans interrogés dans cette enquête sont 22% à se déclarer prêts à s'engager pour des enjeux économiques (emploi, pouvoir d'achat, etc.). Viennent ensuite, et cela n'est pas sans lien avec le contexte de forte précarité à laquelle est exposée une frange toujours plus importante de jeunes, des enjeux liés à l'aide sociale (aide au logement, pauvreté solidaire, etc.) pour 17% d'entre eux. La défense de certaines valeurs (respect, égalité, lutte contre les discriminations, libertés, etc.), qui peuvent apparaître plus abstraites, théoriques et dont les bénéfices attendus sont plus indirects et moins immédiats n'arrivent ainsi qu'en troisième position (15%).

2.3. Une horizontalité verticale

Un certain nombre de travaux sur les mouvements sociaux ont porté leur attention sur les modes d'organisation plus horizontaux et moins hiérarchisés qui caractériseraient les rapports entretenus entre jeunes engagés et décisionnaires des structures militantes. En filigrane, se profile l'idée selon laquelle un mode de fonctionnement plus démocratique aurait un impact sur le recrutement des militants et permettrait une meilleure représentation sociale de sa base. À l'inverse, certaines recherches, dont celles d'Annie Collovald et de Lilian Mathieu (2009), sont récemment venues discréditer cette thèse. Les compétences et aptitudes requises pour s'impliquer pleinement dans un groupe militant, comme le fait de prendre la parole en public notamment, se trouvent fortement liées à une forme de sélection sociale des membres. En valorisant certaines propriétés sociales au détriment d'autres, les groupes militants maintiennent une relative homogénéité de leurs effectifs, rejoignant par là-même le postulat de Frédéric Sawicki (2003, p.126) selon lequel « les associations choisissent leurs membres autant que ces derniers les choisissent ». Et même si certains collectifs prônent la liberté d'investissement comme moteur de leurs actions, il arrive souvent que les moins bien dotés en capital militant s'effacent dans un groupe où la logique, les codes, les

⁸ « Les jeunes, la société et l'engagement », enquête Libération/Viavoice/Animafac, réalisée auprès de 1004 personnes représentatif de la population âgée de 18 à 25 ans résidant en France

normes, la sociabilité leur sont étrangers. Plus encore, les moins bien pourvus en expérience militante auront tendance à s'investir dans des tâches subalternes, ne nécessitant pas une grande culture de l'engagement, mais dans lesquelles peuvent se transposer des savoir-faire, de service notamment, plus éloignés des terrains de l'action collective. Une direction auto-définie comme collégiale peut ainsi très rapidement retomber dans les travers d'une organisation fortement hiérarchisée, pyramidale et sélective (Abdelnour & al. 2009)

Des clivages, liés notamment au niveau de diplôme, montrent qu'il existe une forte corrélation entre la formation initiale et la propension de certains jeunes à participer à des activités associatives ou bénévoles : l'engagement associatif augmente en même temps que s'élève le niveau d'étude. D'après l'enquête sur les valeurs, cette variable est d'ailleurs la plus influente : depuis presque 20 ans, les jeunes français ayant suivi des études longues participent deux fois plus à la vie associative que ceux ayant interrompu tôt leur scolarité et seul un quart des personnes de faible niveau scolaire adhère à une association.

	15 ans ou moins	16-19 ans	20 ans et plus	Ensemble
<i>1990</i>	26	31	56	37
<i>1999</i>	26	36	50	38
<i>2008</i>	27	35	51	38

Tableau 4 : Appartenance associative selon l'âge de fin d'études

Ces distinctions liées au niveau d'étude sont également très marquées concernant les actions de protestation qui sont davantage pratiquées par les jeunes diplômés ou appartenant aux groupes sociaux favorisés que les jeunes les plus désavantagés d'un point de vue socio-économique. D'après l'enquête sur les valeurs, 57 % des jeunes diplômés du supérieur ont déjà pris part à une manifestation contre seulement 30 % des jeunes sans diplôme. Les fractures sociales, et tout particulièrement celles qui sont induites par le niveau de diplôme, provoquent des fractures politiques et un retrait plus marqué de la vie associative et de la participation politique des catégories sociales les plus défavorisées.

Conclusion : responsabilisation vs subordination

Plutôt qu'une opposition clairement marquée entre « militantisme distancié » et « militantisme total », entre configuration hors-parti et logique partisane, entre posture pragmatique et perspective idéologique, l'investissement des jeunes dans des cadres d'engagement élargis témoigne de leur volonté polymorphe et interstitielle de participer de manière plus directe et moins contraignante aux affaires de la Cité. Plutôt qu'un comportement d'inertie et d'apathie dans un système de démocratie représentative marquée par une distance, voire une défiance accrue entre citoyen et élite politique, et au-delà des interprétations régulièrement entendues en termes de crise – crise de régime, crise des partis traditionnels, crise de la représentation politique – l'enjeu scientifique tout autant que politique est aujourd'hui de comprendre comment les jeunes dans une société démocratique vieillissante persistent néanmoins à participer à la vie de la Cité en dépit d'une désillusion forte à l'égard du système politique traditionnel. Comment aussi « *vivre sa vie* » pour reprendre la formule de Beck (1986) équivaut pour ces jeunes « à résoudre sur le plan biographique les contradictions du système » (p.293), des contradictions fortes entre injonction à la responsabilisation et subordination à l'offre politique proposée.

BIBLIOGRAPHIE

ABDELNOUR Sarah, COLLOVALD Annie, MATHIEU Lilian, PEROUMAL Frédéric, PERRIN Évelyne, « Précarité et luttes collectives : renouvellement, refus de la délégation ou décalages d'expériences militantes ? », *Sociétés contemporaines* 2/2009 (n° 74) , p. 73-95

AGRIKOLIANSKY Éric, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005

BARGEL Lucie, *Jeunes socialistes/ jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, coll. « Nouvelle bibliothèque de thèses », 2009

BECK, Ulrich., *La société du risque*, Aubier, Paris, 1986

BECKER Howard, « Notes on the Concept of Commitment » extrait de l'ouvrage *Sociological Work. Method and Substance*, Chicago, Adline Publishing Company, 1970

BECQUET Valérie (dir.), *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014

BECQUET Valérie, De LINARES Chantal (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, coll. Débats Jeunesse, Paris : L'Harmattan, 2005

BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999

BRODIEZ-DOLINO, Axelle, *1945-2000 Du communisme à l'humanisme, Le Secours Populaire Français*, Presses De Sciences-Po, 2006

COLLOVALD A., MATHIEU L., « Les retournements de l'improbable : les conditions de la mobilisation collective des intermittents du spectacle et des salariés de grandes librairies et de centres d'appel », *Document d'études*, N° 145, DARES, 2008

COLLOVALD Annie, MATHIEU Lilian, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical. », *Politix* 2/2009 (n° 86), p. 119-143

GALLAND Olivier, BERNARD Roudet (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, INJEP, La Documentation Française, coll. « Hors collection », 2012

ION Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières, « Enjeux de société », 1997

LABBÉ Dominique, CROISAT Maurice, *la fin des syndicats ?*, Éditions L'Harmattan – 1992

LUNEAU Aymeric, « Engagement », in Casillo I. avec Barbier R., Blondiaux L., Chateauraynaud F., Fourniau J-M., Lefebvre R., Neveu

C. et Salles D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013

MATHIEU Lilian, « Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom », Frère B., Jacquemain M., *Résister au quotidien ?*, Presses de Sciences Po, pp.223-240, 2013

MAURER Sophie, *Les chômeurs en action, décembre 1997-mars 1998 : mobilisation collective et ressources compensatoires*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales », 2001

MORDER Robi, « Années 1960 : crises des jeunesses, mutations de la jeunesse », *matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, 2004

PÉCHU Cécile, *Du Comité des Mal logés à Droit au logement, sociologie d'une mobilisation : les transformations contemporaines de l'action collective*, Thèse pour le doctorat de science politique, IEP de Paris, 2004

REYNAUD Emmanuèle, « Le militantisme moral », in MENDRAS (Henri) (dir.), *La sagesse et le désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », p. 271-286, 1980

ROUDET Bernard, « Liens à la politique. Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires », *Jeunesses : études et synthèses*, n°2, INJEP, novembre 2010

ROUDET Bernard, « Participation associative. Des jeunes plus engagés dans la vie de la cité », *Jeunesses : études et synthèses*, n° 4, Injep, mai 2011

SAWICKI Frédéric, 2000, « Les politistes et le microscope », in BACHIR (Myriam) (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, CURAPP, 2000, p. 187-208.

SAWICKI Frédéric, « Les temps de l'engagement », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003

SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 2008, p. 97-125

SIMEANT Johanna, « Immigration et action collective. L'exemple des mobilisations d'étrangers en situation irrégulière », *Sociétés Contemporaines*, n°20, hiver 1994, p.39-62.